

7 octobre :

Pour une grande journée de mobilisation, en France et dans le monde.

Travail décent, salaire décent, sont les deux thèmes retenus par la CSI (confédération syndicale internationale) pour appeler l'ensemble des organisations syndicales et des salariés dans le monde à faire du 7 octobre une grande journée internationale d'actions

L'objectif est d'agir partout pour le respect des droits sociaux fondamentaux, pour des emplois durables, assortis de garanties de protection sociale, de niveaux de salaires décents, de conditions de travail respectant la santé et la dignité des individus...

A la date à laquelle ces lignes sont écrites, une initiative particulière a d'ores et déjà été décidée, à Paris esplanade des droits de l'homme au Trocadéro, à partir de 17h00 avec la participation de syndicalistes de la CES et de la CSI.

Pour la CGT, cette journée de luttes du 7 octobre commande une construction unitaire à partir des préoccupations des salariés en cette rentrée, ancrée sur les lieux de travail. La CGT se prononce, et propose à toutes les organisations de faire de ce 7 octobre une grande journée interprofessionnelle d'actions unitaires, avec des initiatives fortes dans les territoires et dans les professions.

Il faut que le monde du travail se saisisse de cette perspective, l'investisse et crée ainsi les conditions pour peser plus fort pour les revendications.

Education Nationale :

Une rentrée sous le signe de l'action !

Les organisations syndicales d'enseignants ont placé la rentrée scolaire 2008 sous le signe de l'action. Une première journée intersyndicale d'initiatives revendicatives a été décidée pour le **11 septembre**.

Educ'action-CGT appelle à ne pas laisser la morosité s'installer, à relever la tête et à combattre une logique libérale catastrophique pour le système public d'éducation. Elle souligne la gravité de la situation en cette rentrée marquée notamment par la suppression de 11200 emplois, l'annonce de 13 500 suppressions pour la rentrée prochaine et des perspectives de plusieurs dizaines de milliers d'autres dans les toutes prochaines années (près de 80 000 sur quatre ans). Ces suppressions d'emplois drastiques (elles correspondent approximativement à la suppression d'1,5 emploi d'enseignant par

élève en moins) étant posées au travers de la RGPP comme le dogme applicable quoi qu'il en coûte, elles s'accompagnent de remises en cause du contenu et du niveau des missions de service public (horaires dans le premier degré, généralisation du bac pro en 3 ans, recul programmé des enseignements généraux au lycée, disparition des IUFM,...) et impulsent une logique de gestion de la pénurie au détriment des élèves et des enseignants,

Le Ministre Darcos affirme que cette année scolaire sera celle des enseignants. La CGT les appelle à répondre « **chiche !** » en intervenant massivement pour qu'effectivement – et pas simplement dans une formule qui ne convainc que son auteur - cette année soit une année de progrès pour l'école publique et ses personnels.

Chiffrenbref

292%, c'est la hausse demandée pour le budget 2009 du service d'information du gouvernement (grand ordonnateur des campagnes de communications pour convaincre les français du bien fondé des mesures gouvernementales). Comme quoi tous les budgets publics ne connaissent pas l'austérité.

285 millions d'€ pour Bernard Tapie, dans le cadre de l'affaire Adidas et Crédit Lyonnais. Payée par les contribuables, cette somme a été allouée par un « tribunal arbitral », c'est-à-dire en dehors de la « justice de droit commun » qui a été dessaisie (Rappel : son estimation était de plus de moitié inférieure). Selon que vous serez riche ou misérable...

7,9 millions, soit 13,2% de la population, c'est le nombre de personnes qui, en France, vivent sous le seuil de pauvreté tel que défini par la norme européenne (source INSEE).

42%, c'est la proportion de la population de notre pays qui n'est pas partie en vacances cette année (IFOP). Ce chiffre est en hausse de 10% par rapport à celui de 2005.

1,6 milliards d'euros (soit l'équivalent de près de 3% des rémunérations principales des agents de l'état), c'est le montant du coût pour les finances publiques d'une nouvelle exonération, celle résultant de la suppression de l'Imposition Forfaitaire Annuelle payée par les entreprises.

14%, c'est la progression des bénéfices nets du (nouveau) groupe GDF-Suez, par rapport à ceux de 2007 (à périmètre équivalent). Les abonnés qui voient leur facture exploser année après année, seront heureux d'apprendre qu'il y a au moins les actionnaires qui s'y retrouvent.